

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 GRENOBLE

GRENOBLE, le 22/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

FAURE COLLECTE D HUILES

ZONE D ACTIVITE LA NOYEREE III
38200 Luzinay

Références : 2023-Is059T3
Code AIOT : 0006107997

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/11/2023 dans l'établissement FAURE COLLECTE D HUILES implanté ZONE ARTISANALE LA NOYEREE 38200 Luzinay. L'inspection a été annoncée le 16/11/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FAURE COLLECTE D HUILES
- ZONE ARTISANALE LA NOYEREE 38200 Luzinay
- Code AIOT : 0006107997
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société FAURE Collecte d'Huiles exploite une installation de transit d'huiles usagées localisée à Luzinay. Les activités de l'entreprise consistent à collecter les huiles usagées et à les vidanger dans

des cuves d'entreposage, à les analyser, puis à les transporter vers des installations de traitement appropriées.

Cette activité est notamment encadrée au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (régime de l'autorisation environnementale), et relève également du champ de la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles (dite « directive IED »).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Dossier de réexamen IED – Activité « Traitement de déchets »

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Emissions diffuses	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article VI de l'annexe 3.1	Lettre de suite préfectorale	1 mois
3	Surveillance rejets eau	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article X de l'annexe 3.1	Lettre de suite préfectorale	1 mois
5	Système de management environnemental	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I de l'annexe 2	Lettre de suite préfectorale	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Optimisation de la consommation d'eau et de réduction des rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article VII de l'annexe 3.1	Sans objet
4	Surveillance des PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article II de l'article 4	Sans objet
6	Plan des tuyauteries	Arrêté Préfectoral du 20/02/2008, article 4.3 de l'article 2	Sans objet
7	Décanteur-déshuileur	Arrêté Préfectoral du 20/02/2008, article 4.3 de l'article 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'établissement contrôlé, de taille restreinte, est apparu propre et bien tenu. Bien que présentant des enjeux mesurés du point de vue des risques chroniques, au regard d'autres établissements relevant du champ de la directive "IED", il est néanmoins apparu que la surveillance des rejets aqueux (eaux pluviales susceptibles d'être polluée) réalisée actuellement par l'exploitant était insuffisante au regard des prescriptions réglementaires en vigueur : il conviendra donc de la renforcer pour s'y conformer.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Emissions diffuses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article VI de l'annexe 3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions diffuses
Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre plusieurs techniques de réduction des émissions atmosphériques diffuses parmi celles listées ci-dessous : Réduire au minimum le nombre de sources potentielles d'émissions diffuses Choix et utilisation d'équipements à haute intégrité Prévention de la corrosion Confinement, collecte et traitement des émissions diffuses Humidification Maintenance Nettoyage des zones de traitement et de stockage des déchets Programme de détection et réparation des fuites (LDAR)
Constats : L'inspection a constaté que les justifications apportées par l'exploitant dans son dossier de réexamen n'étaient pas suffisantes pour pouvoir démontrer le respect de cette meilleure technique disponible (MTD). En effet, parmi l'ensemble des techniques listées à la MTD n°14 du BREF WT ("Traitement de déchets"), ainsi qu'au VI de l'annexe 3.1 de l'arrêté précité, il convient de justifier de la mise en œuvre d'au moins deux d'entre elles.
Observations : Il conviendra, sous un mois, que l'exploitant tienne à la disposition de l'inspection des installations classées un document justifiant en quoi la MTD précitée est respectée (mise en œuvre d'au moins deux des techniques listées dans la MTD au sein de l'établissement).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Optimisation de la consommation d'eau et de réduction des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article VII de l'annexe 3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Optimisation de la consommation d'eau et de réduction des rejets aqueux
Prescription contrôlée : L'exploitant applique une combinaison appropriée des techniques suivantes : Optimisation de la consommation d'eau Conception et maintenance permettant la détection et la réparation des fuites Séparation des flux d'eaux Remise en circulation de l'eau Surface imperméable Réduction de la probabilité et des conséquences de débordements et de fuites des cuves et conteneurs Couverture des zones de stockage et de traitement des déchets Infrastructure de drainage appropriée Capacité appropriée de stockage tampon en situation inhabituelle de fonctionnement

Constats : L'exploitant a justifié, dans son dossier de réexamen ainsi qu'en inspection, en quoi il respectait la MTD précitée. Il a notamment indiqué les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> - faible consommation d'eau annuelle, limitée aux besoins des bureaux ; - mise en œuvre de mesure visant à limiter la probabilité et la gravité des débordements et des défaillances des cuves (rétentions, surveillance des dépotages, registres informatisés, repères visuels aux postes de dépotage, etc.) ; - séparation des eaux pluviales non susceptibles et susceptibles d'être polluées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Surveillance rejets eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article X de l'annexe 3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance rejets eau
Prescription contrôlée : Surveillance mensuelle des rejets en MES, DCO/ COT, semestrielle pour PFOA/PFOS.
Constats : L'exploitant a précisé dans son dossier de réexamen effectuer une surveillance quinquennale des effluents aqueux issus de son séparateur d'hydrocarbures. A la date de l'inspection, les deux derniers contrôles réalisés sont les suivants : <ul style="list-style-type: none"> - un contrôle inopiné réalisé le 18/06/2019, qui a montré des dépassements des valeurs limites d'émission applicables à l'établissement ; - un contrôle d'autosurveillance, réalisé le 16/10/19 à l'initiative de l'exploitant après réalisation d'actions correctives (maintenance du séparateur), qui a montré une absence de dépassements des valeurs limites d'émission. <p>Les périodicités minimales de surveillance (mensuelles pour MES et DCO, ou une fois par rejet en cas de rejets discontinus à une fréquence inférieure) n'apparaissent donc pas respectées.</p> <p>En complément, l'exploitant n'a pas justifié dans son dossier de réexamen en quoi les substances PFOA et PFOS n'apparaîtraient pas pertinentes pour le flux d'effluents aqueux (ii de la MTD n°3) ; les rejets de celles-ci ne sont à l'heure actuelle pas surveillés par l'exploitant.</p>
Observations : Il conviendra, sous 1 mois, de respecter la périodicité minimale de surveillance des rejets aqueux rappelée ci-avant pour les MES et la DCO. <p>La surveillance des paramètres PFOA et PFOS est traitée au point de contrôle <i>ad hoc</i> ci-après.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Surveillance des PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article II de l'article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions aqueuses
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise chaque mois, sur trois mois consécutifs, une campagne d'analyses des

<p>substances PFAS, telle que prévue à l'article 3, à partir d'échantillons prélevés selon les conditions fixées au I.</p> <p>Selon la rubrique de la nomenclature des installations classées au titre de laquelle son établissement est soumis à autorisation, l'exploitant réalise sa première campagne d'analyse selon les délais suivants :</p> <p>[...]</p> <p>Rubrique de la nomenclature des installations classées : 3510 ;</p> <p>Délai pour réaliser la première campagne d'analyse à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté : neuf mois.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué ne pas surveiller les paramètres PFOA et PFOS dans ses rejets aqueux, sans avoir cependant justifié de la non-pertinence de leur suivi (cf. point de contrôle précédent).</p> <p>Dans la mesure où l'établissement relève notamment de la rubrique 3510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, l'arrêté ministériel cité en référence du présent point de contrôle et prescrivant une campagne d'analyses de différents PFAS susceptibles d'être présents dans les rejets aqueux lui est également opposable.</p>
<p>Observations :</p> <p>La première campagne d'analyse devra être menée à la fin du mois de mars 2024 au plus tard, conformément aux dispositions de l'arrêté précité. Trois campagnes d'analyse devront être menées sur trois mois consécutifs. Les résultats de ces campagnes permettront d'acter ou non la nécessité d'effectuer par la suite un suivi semestriel de ces deux paramètres, conformément à la prescription rappelée au point de contrôle précédent.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Système de management environnemental

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I de l'annexe 2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Système de management environnemental</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place et applique un système de management environnemental (SME) approprié comprenant tous les éléments suivants :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - Définition par la direction d'une politique environnementale intégrant le principe d'amélioration continue des performances environnementales de l'installation ; <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - Revue du SME et de sa pertinence, de son adéquation et de son efficacité par la direction. <p>[...]</p> <p>Le niveau de détail et le degré de formalisation du système de management de l'environnement est proportionné à la nature, la taille et la complexité de l'installation ainsi qu'à l'ampleur des impacts environnementaux potentiels.</p> <p>Les installations dont le système de management environnemental a été certifié pour le périmètre de l'installation conforme à la norme internationale NF EN ISO 14001 ou au règlement (CE) no 1221/2009 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 concernant la participation volontaire des organisations à un système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) par un organisme accrédité sont réputées conformes à ces exigences.</p>
<p>Constats :</p>

<p>Dans son dossier de réexamen, l'exploitant s'est engagé à mettre en œuvre, d'ici à l'entrée en application des dispositions contrôlées (soit d'ici août 2023), les deux actions rappelées ci-avant.</p> <p>En matière de politique environnementale, l'exploitant a présenté un référentiel spécifique aux activités de ramassage agréé d'huiles usagées, comprenant une sous-section relative à la maîtrise de l'environnement.</p> <p>L'exploitant a cependant indiqué que la direction n'effectuait de revue du système de management environnemental (SME) de l'établissement que de manière non formalisée.</p>
<p>Observations :</p> <p>Il conviendra, sous 6 mois, que la direction réalise une revue formalisée du SME et de sa pertinence, de son adéquation et de son efficacité, et identifie au plus tard à cette occasion une périodicité de revue appropriée du SME, afin de respecter les dispositions précitées.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 6 : Plan des tuyauteries

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2008, article 4.3 de l'article 2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Plan des tuyauteries</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Un plan des réseaux de collecte des effluents doit être établi et régulièrement mis à jour.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté un plan des réseaux cohérent avec son établissement, et faisant notamment apparaître les réseaux d'eaux pluviales susceptibles et non susceptibles d'être pollués.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Décanteur-déshuileur

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2008, article 4.3 de l'article 2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Décanteur-déshuileur</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le décanteur-déshuileur fera l'objet d'un contrat de maintenance prévoyant un nettoyage annuel au minimum.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a précisé réaliser un curage de son décanteur-déshuileur à une périodicité <i>a minima</i> annuelle ; les bordereaux de suivi de déchets dangereux afférents à ces opérations ont pu être présentés.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>